



21/01/19

Fin des 14 ans de règne de C. Ghosn chez Renault

Pour nos salaires, la direction doit maintenant passer à la caisse ! Débrayons mardi 29 janvier

Alors que la mobilisation des « *gilets jaunes* » se poursuit dans le pays, la situation chez Renault est emblématique du gouffre entre majorité de la population qui doit se serrer la ceinture et minorité de privilégiés dont l'appétit de richesses est sans fin. Le vent qui s'est levé fin 2018 a montré qu'une mobilisation collective et déterminée est capable de faire reculer ceux qui nous dirigent. Alors, nous aussi, salariés de Lardy, mobilisons-nous pour réclamer notre dû : des augmentations générales de salaires rattrapant les années de blocage.

La lutte, ça paie !

La lutte des « gilets jaunes » montre à l'ensemble de la population qu'en se regroupant, en s'organisant, en s'engageant dans une action collective déterminée, on peut bloquer ce qui semblait être un rouleau-compresseur détruisant les droits et écrasant le pouvoir d'achat du plus grand nombre.

Si le président Macron a commencé à céder sur certains points, c'est parce que le gouvernement et le patronat ont une inquiétude : que le mouvement des « *gilets jaunes* » se propage à l'ensemble du monde du travail, que des milliers de salariés commencent à se battre pour des augmentations de salaires, pour améliorer leurs conditions de travail. C'est la voie à suivre, notamment avec l'ouverture des Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) chez Renault le 29 janvier.

Assez du détournement des richesses !

D'autant plus que les révélations qui se succèdent sur les pratiques des plus hauts dirigeants de l'Alliance Renault-Nissan donnent la nausée à bien des salariés. Pendant qu'ils nous imposaient des milliers de suppressions d'emplois, la précarisation des contrats de travail et le gel des salaires, ils se réunissaient dans leurs « *comités de rémunérations* » pour s'octroyer des rémunérations hallucinantes ! Devant l'accumulation des scandales, on en vient à se demander si ces « montages » financiers ne leur prenaient pas une part importante de leur temps de « travail »...

La colère doit maintenant prendre le pas sur l'écœurement. Fêtons la fin des 14 ans de règne du Cost-Killer en réclamant notre dû !

Comme les réponses à l'enquête CGT-Lardy de fin 2018 le montrent, ce sont au moins 200 euros en plus par mois qu'il faut pour rattraper les années de serrage de ceinture.

La CGT-Renault a lancé un appel à débrayage sur l'ensemble des sites à l'occasion de l'ouverture des NAO, mardi 29 janvier. La CGT-Lardy et SUD-Lardy appellent les salariés à débrayer et à se rassembler devant le centre pour exprimer collectivement leur mécontentement et pour construire un mouvement d'ampleur.

Débrayons massivement mardi 29 janvier RDV à 10h devant le CTL (entrée principale)

Dès cette semaine, discutons ensemble des salaires, de la mobilisation à construire, de l'affaire Ghosn, de la situation Renault-Nissan : rendez-vous à l'une des « 20 min de pause » proche de votre secteur.

Jeudi 24/01	14h au L26 (machine à café)
	15h au PIM (machine à café)

Vendredi 25/01	9h30 au Râteau (machine à café L4/L9)
	10h30 au L25 (atelier PEMS)
	14h au L55 (atelier RDC)

UGICT Ingénierie Lardy

Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens



Quand on rembobine le film de ces dernières années, il y a de quoi avoir le vertige !

Commissions de proximité : une « négociation » à sens unique

Dans le cadre de la mise en place du CSE en lieu et place du CE, DP et CHSCT, une « négociation » pour des commissions de proximité en parallèle du futur CSE sur le site de Lardy vient de se terminer.

Au bout de 5 réunions, un constat d'échec s'impose : quasiment aucune des propositions des organisations syndicales n'a été retenue. La direction a tout fait, comme à son habitude, pour imposer « SA » vision unilatérale des choses.

Les organisations syndicales CGT, CFDT et CFE-CGC avaient pourtant fait des propositions communes :

- Possibilité de nommer des salariés dans cette commission et pas seulement des élus C.S.E : **Refus !** La direction choisi délibérément de se mettre « en-dessous » de la loi bloquant ainsi toute possibilité de rajouter de nouvelles personnes prêtes à s'investir dans l'activité syndicale ou de pouvoir remplacer des élus qui partiraient.
- 15H pour chaque membre au lieu de 10H par mois : **Refus !**
- Un représentant syndical par organisation syndicale représentative : **Refus !**
- Heures dont dispose le CSE affectées à des salariés et pas uniquement aux élus C.S.E : **Encore refusé !**
- La CGT avait proposé une seule commission sur le site de Lardy, composée de 22 élus : la direction propose 3 commissions orientées « métier » autour de Directeurs ! Une véritable usine à gaz, loin des instances DP et CHSCT connues. Une proposition ingérable pour les organisations syndicales.

La seule prise en compte de la Direction lors de ces 5 réunions de négociations aura été de passer de 3 commissions à 2. Sauf que, au lieu d'y mettre 22 représentants au total, la direction n'en propose plus que 20 seulement ! Mesquin...

Dans ces conditions, l'utilité réelle de ces commissions pour les salariés n'est pas apparue et la CGT ne signera pas l'accord. Mais aussi, d'autres enjeux nous attendent. Il y a déjà ce nouveau CSE à faire fonctionner correctement. Et surtout, le gouvernement a annoncé vouloir s'attaquer à la réforme des retraites. Un sujet éminemment important pour lequel nous devons tous ensemble y mettre une grande énergie.

Mais aussi, plus fondamentalement, ces commissions de proximité portent des conceptions bien différentes.

Pour la Direction, la proximité, c'est avoir une petite poignée d'élus proche des Directeurs. Dans des réunions sans véritables enjeux, où l'on serait là pour écouter ce qu'ils ont à nous dire pour mieux relayer leurs visions !

Pour la CGT, la proximité, c'est être proche de vous, salariés, pour être à l'écoute de vos questions, de vos problèmes et pour nous organiser ensemble pour porter nos revendications. Nous sommes toujours intéressés par rencontrer les Directeurs en C.S.E, mais notre proximité, c'est bien avec les salariés que les élus de la CGT veulent la poursuivre. Et avec le C.S.E qui prévoit environ 15% d'élus en moins, ce sera un véritable enjeu.

Tout au long de ces dernières années, les élus CGT ont été présents et actifs. L'intention des lois Macron et la déclinaison qu'en fait la Direction Renault est d'éloigner les élus du terrain.

Pour avoir des élus proches des salariés, indépendants de la direction et actifs, les 5 et 6 février 2019, votez pour les candidats CGT.

